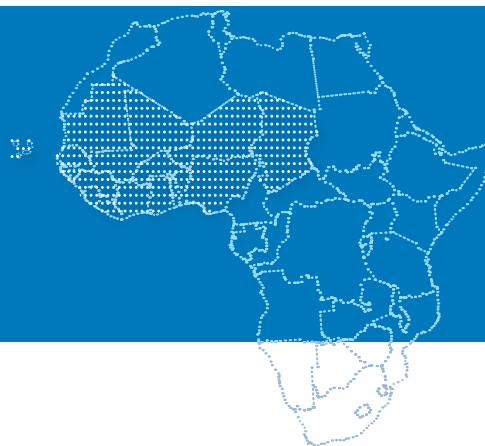


# Lettre d'information du **CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE



## Sommaire

- ▶ **2015, année de tous les dangers ?**
- ▶ **La coopération transfrontalière à l'aune de l'approche en « réseau »**
- ▶ **Marché, sécurité alimentaire et mutations structurelles**
- ▶ **Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2014**
- ▶ **Lancement de l'Atlas du Sahara-Sahel**
- ▶ **RPCA : environ 3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire**
- ▶ **L'Alliance globale pour la résilience (AGIR) sur la bonne voie**
- ▶ **Les Membres du CSAO se penchent sur les partenariats stratégiques**
- ▶ **Le CSAO à l'Expo Milano 2015**
- ▶ **Cartes & Faits**
- ▶ **Agenda du CSAO en 2015**

## 2015, année de tous les dangers ?

Depuis quelques semaines, le gouvernement du Niger lance des signaux d'alarme sur les menaces qui ne cessent de grandir à ses frontières avec la Libye et le Nigeria ; sans compter – à l'Ouest - le net regain de tension dans le septentrion malien. Malgré la mobilisation de la communauté internationale, jamais les dangers n'ont été aussi pressants. Pays fragile, en proie à des problèmes structurels d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, le Niger est enserré dans une tectonique des menaces qui pourrait bien déboucher sur une explosion de violences.

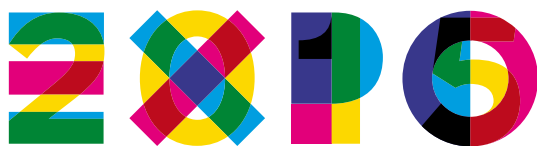


**Laurent Bossard**

Directeur, Secrétariat du CSAO

Le Niger est un « cas d'école » terrible et immédiat qui nous montre qu'il n'y a pas d'alternative au dialogue et à la coopération entre les pays ouest-africains et entre ces derniers et ceux du Maghreb. Le Tchad se trouve dans une situation similaire, de même que le Mali et, dans une moindre mesure la Mauritanie.

L'autre fléau que 2014 lègue à 2015, est celui d'Ebola. Pourquoi cette épidémie, dont on dit qu'elle est sur le point d'être maîtrisée, a-t-elle été si longue et si terrible ? On sait désormais que le premier cas est apparu en Guinée le 6 décembre 2013 dans le village de Méliandou, proche de Guékédou, à 60 km de la frontière libérienne et 100 km de celle avec la Sierra Leone. Plus de trois mois après le premier décès, le virus Ebola n'apparaît sur aucun écran-radar. Le virus a donc eu de nombreuses semaines pour se répandre impunément ; parce que la zone est isolée, dispose de peu de centres de santé dont les personnels ne sont pas suffisamment formés et équipés. Voici un premier élément d'explication. Un deuxième réside dans la nature transfrontalière de l'espace concerné. Bien que située en Guinée, Guékédou est la ville-marché d'un grand nombre de villages frontaliers de Sierra Leone et du Liberia. Alors que le gouvernement de Conakry reconnaissait officiellement en mars l'existence de l'épidémie dans son pays, cette dernière avait déjà – depuis longtemps – passé la frontière. Mais les premiers cas officiellement recensés dans la zone frontalière de Kailahun en Sierra Leone, datent du 27 mai.



MILANO

À plusieurs reprises, les autorités guinéennes ont pensé avoir gagné la bataille. À chaque fois de nouveaux cas apparaissent de façon « inexplicable ». Il s'agissait en réalité de la propagation du virus à partir des pays voisins. Mi-2014, des experts notaient que le contrôle du virus en Guinée ne pourrait pas être possible tant que le nombre de cas dus à la maladie dans les pays voisins n'aurait pas diminué... Voici un autre exemple, aussi concret que douloureux de la nécessité impérieuse de la coopération régionale.

Sur ces deux dossiers – sécurité et Ebola –, rien ne porte à l'optimisme. L'Afrique de l'Ouest pourrait connaître l'une des années les plus sombres de son histoire. Le scénario le plus noir fait frémir. On y voit la tâche rouge sombre de Boko Haram s'étaler sur une partie du Niger, du Tchad et du Cameroun ; la contestation des résultats des élections présidentielles, législatives et locales au Nigeria (février), entraînant le pays dans le plus grand désordre ; l'extension de la zone de non-droit du Sud libyen sur ses espaces connexes

algériens, nigériens, tchadiens et soudanais ; l'échec des négociations sur le Nord-Mali entraînant de nouveaux épisodes de violence, l'État islamique établir définitivement sa « jonction » avec le Sahel par la Libye où il vient de s'installer... Le tout nourri et se nourrissant d'une nouvelle croissance des trafics d'armes et de drogues. Ce scénario catastrophe pourrait également inclure la résurgence des troubles sociopolitiques plus ou moins aigus à l'occasion des élections présidentielles au Togo (avril), en Côte d'Ivoire (octobre), au Burkina Faso (octobre) et en Guinée (novembre). Le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée devront quant à eux faire face à l'impact structurel, sans doute désastreux, de l'épidémie Ebola sur des millions de foyers ; un net recul de la résilience dans ces trois pays.

Au total, il est bien difficile d'être optimiste à l'aube de 2015. Les menaces nées ces dernières années sont toujours présentes. Plus le temps passe, plus elles grandissent et se mélangent en un écheveau complexe de dangers plus ou moins immédiats.

**M**ais le pessimisme peut mener au fatalisme et le fatalisme n'est pas une politique. Il existe quelques signes encourageants et quelques espoirs auxquels s'accrocher.

Sur le plan sécuritaire, la coopération régionale reste certes embryonnaire mais le 20 janvier dernier, le Niger a accueilli treize pays de la région pour définir ensemble une stratégie commune de lutte contre Boko Haram. Trois jours auparavant, le Cameroun et le Nigeria avaient autorisé l'envoi par le Tchad de 400 véhicules blindés pour aller (notamment) reconquérir la ville de Baga que Boko Haram a presque totalement rasée et vidée de ses habitants. Confortés par l'opération Barkhane menée au Sahel par l'armée française, et soutenus par la communauté internationale, ces efforts pourraient dans les prochains mois porter leurs fruits.

Il faudra pour cela que le Nigeria « réussisse » ses élections. Certes, Boko Haram menace l'organisation des scrutins dans les trois États du Nord-Est. Mais les deux principaux



*Quelques insurgés du 30 octobre 2014 à Ouagadougou, Burkina Faso*

candidats en lice ont appelé leurs partisans à ne pas verser dans des violences post-électorales. Le président Jonathan a promis de quitter le pouvoir s'il est battu. Dans un tel cas de figure, le pays aurait franchi avec succès une nouvelle étape de son renouveau démocratique depuis la fin de la dictature en 1999 : la première alternance politique électorale.

Même s'il est encore ténu, l'espoir d'un début de dialogue politique en Libye existe ; ce dialogue semble s'esquisser à Genève sous l'égide des Nations Unies. Le groupe international de contact pour la Libye, créé le 3 décembre 2014 par l'Union africaine, semble par ailleurs pouvoir créer une coalition régionale et internationale au chevet de ce pays.

Beaucoup moins incertaine, la transition politique au Burkina Faso pourrait conforter l'enracinement de la démocratie, non seulement dans le pays mais dans la région et le continent. Il en est de même en Côte d'Ivoire où un scrutin présidentiel transparent et bien maîtrisé pourrait apaiser les blessures encore douloureuses de la crise post-électorale de 2010-11. Tout comme le Nigeria, la Guinée pourrait connaître sa première alternance politique démocratique. Ni pronostic, ni souhait, l'hypothèse de l'alternance pacifique dans ces deux pays est ici évoquée simplement comme la manifestation la plus aboutie de la vie démocratique.

Les négociations sur le Nord-Mali sont-elles réellement bloquées ? Non, selon le Ministre algérien des affaires étrangères (et médiateur en chef), qui déclare le 29 janvier qu'un accord peut être signé dans les six prochains mois.

Enfin, les pays concernés, la région et la communauté internationale, semblent vouloir tirer les enseignements adéquats de l'épidémie d'Ebola ; en mettant en place des systèmes de veille, d'alerte et de réaction rapide. On ne peut que croire qu'ils le feront dans un cadre régional, seul à même d'être réellement efficace.

**L**e Club n'a pas le mandat de contribuer directement aux processus de stabilisation ni à l'accompagnement des élections ; encore moins à la gestion des crises sanitaires. Notre mission en la matière est de promouvoir et souligner la nécessité d'une action régionale – par l'analyse factuelle et le dialogue politique – ; notre métier est de convaincre, argumenter, proposer des outils et des orientations pour l'action.

C'est ce que nous avons fait récemment en publiant l'Atlas du Sahara-Sahel qui a reçu un accueil enthousiaste de la part des responsables des stratégies de stabilisation et de développement de cette zone, et au-delà. Le Secrétariat continuera de mettre ce travail en débat.

C'est ce que nous continuerons à faire en 2015-16, en proposant une approche originale de la coopération transfrontalière dont quelques pistes initiales de travail sont présentées dans cette lettre d'information.

Nous continuerons par ailleurs à soutenir et renforcer le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) qui s'est imposé comme une instance internationale de référence. Aux côtés des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, du Secrétariat exécutif du CILSS et des autres

parties prenantes du RPCA, nous poursuivrons nos efforts vers plus de coordination et de synergies, en particulier dans le cadre de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR). Pour rapprocher davantage le monde des chercheurs et celui des praticiens et techniciens, nous lançons cette année un nouveau programme dédié à la promotion d'approches innovantes en matière de sécurité alimentaire et de résilience.

Nous ferons tout cela portés par le credo du Club qui est celui de la coopération régionale qui, même si elle est une idée ancienne, reste encore à inventer dans un grand nombre de domaines.

L'année 2015 nous offre d'importantes occasions de promouvoir cette approche. C'est le cas de l'Exposition universelle de Milan dans le cadre de laquelle, à l'invitation de l'Union européenne, se tiendra la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest du 26 au 30 octobre. C'est également le cas des conférences des Chefs d'État de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS, de la célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire du Centre régional Agrhyment du CILSS en février à Niamey, du 40<sup>e</sup> anniversaire de la CEDEAO en mai à Abuja, des Journées européennes du développement en juin à Bruxelles, de la 21<sup>e</sup> conférence climat (COP 21) début décembre à Paris, et bien entendu de la réunion annuelle du RPCA qui se tiendra à Madrid dans la semaine du 14 au 17 décembre.

Le Secrétariat veillera à être à la hauteur des ambitions du Club et des attentes sahéliennes et ouest-africaines.

**Laurent Bossard**

*Directeur, Secrétariat du CSAO*

# La coopération transfrontalière à l'aune de l'approche en « réseau »



Le cycle 2015-16 de réflexion stratégique aborde la coopération transfrontalière en utilisant une méthode relationnelle basée sur la cartographie et l'analyse des réseaux sociaux. Le secrétariat du CSAO s'appuie sur le Département d'études sur les régions frontalières de l'Université du Sud-Danemark associant une équipe internationale de chercheurs. Le Programme frontière de l'Union africaine, l'Agence du NEPAD, le Programme d'initiatives transfrontalières de la CEDEAO ainsi que le Conseil des collectivités territoriales de l'UEMOA sont associés et les liens avec les autres institutions internationales consolidés. Les résultats intermédiaires seront discutés lors de sessions restreintes et dans le cadre du Forum 2015 du CSAO. Ils seront largement diffusés sous forme de documents de politique et de synthèses. Le rapport final sera publié fin 2016 dans la série des Cahiers de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE.

Trois questions sont au cœur de la réflexion :

## Quelle est l'échelle la plus pertinente pour les activités de coopération transfrontalière ?

L'un des principaux défis de l'intégration régionale réside dans l'adaptation de l'échelle des institutions à celle des activités économiques. Alors que les activités économiques s'établissent au sein de régions fonctionnelles, c'est-à-dire cohérentes et connectées, les institutions s'organisent autour d'unités administratives. Du fait de l'inadéquation fréquente entre périmètres fonctionnels et institutionnels, les régions peinent à adapter leurs stratégies aux défis économiques ; notamment lorsque les cadres juridiques et réglementaires diffèrent. En identifiant le potentiel économique des espaces frontaliers, le cycle de réflexion stratégique contribuera à étudier : Comment saisir les perspectives de développement et les besoins des zones transfrontalières ? Comment ces zones peuvent-elles être connectées et quel rôle peuvent-elles jouer dans le contexte de l'organisation du territoire ouest-africain ?

→ [www.oecd.org/fr/csao/dossiers/poa-2015-16.htm](http://www.oecd.org/fr/csao/dossiers/poa-2015-16.htm)

## Comment les réseaux des politiques publiques transfrontalières fonctionnent-ils ?

La connaissance de l'organisation des acteurs et de leurs réseaux politiques demeure fragmentaire, en particulier en ce qui concerne la circulation d'informations et de ressources au-delà des frontières nationales. En cartographiant les relations entretenues entre les acteurs des politiques publiques, le projet s'interrogera sur : Comment, en Afrique de l'Ouest, le contexte social et les liens informels structurent-ils les relations entre les acteurs frontaliers ? Quels acteurs ou groupes d'acteurs possèdent un pouvoir formel et informel ? Comment ces acteurs coopèrent-ils dans des cadres institutionnels différents ou antagoniques ?

## Comment une approche en réseau peut-elle faciliter la prise de décisions ?

Une approche en réseau montre comment les acteurs coopèrent et influencent sur les décisions. Cette meilleure compréhension de la structure globale des réseaux de politiques publiques vise à améliorer la coordination entre les divers partenaires (donneurs, organisations régionales, acteurs privés, acteurs étatiques, municipalités locales) intervenant dans la coopération transfrontalière. Quels sont leurs objectifs respectifs, qu'ils soient contradictoires ou complémentaires, comment s'influencent-ils ? Comment le réseau pourrait-il évoluer au service d'un renforcement de la gouvernance transfrontalière dans la région ? La visualisation des données que propose l'approche en réseau permet une lecture complémentaire des formes plus classiques d'analyse.

# Marché, sécurité alimentaire et mutations structurelles

L'économie alimentaire ouest-africaine évolue : restructurations des marchés agricoles ; reconfiguration du commerce transfrontalier ; développement des filières agro-alimentaires ; mutations des comportements de consommation. Comment penser des politiques qui soutiennent la production agricole et encouragent l'émergence d'activités nouvelles, dans un contexte de forte croissance démographique et d'évolution des marchés ? En lien avec le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) et l'Alliance globale pour la résilience (AGIR), le secrétariat lance un nouveau programme dédié à la promotion d'approches innovantes en matière de sécurité alimentaire. En 2015, ce programme est consacré aux transformations dans les chaînes de valeur agro-alimentaires et à leurs contributions à la résilience. Les analyses porteront, notamment, sur les dynamiques de peuplement et le volume des échanges sur les marchés régionaux ; la balance commerciale agricole ; les évolutions de la valeur ajoutée par secteur ; les réseaux d'infrastructures et d'opérateurs de marché ; les transformations du panier alimentaire des ménages ; et les implications de ces transformations pour le développement d'indicateurs de résilience. Publiées sous forme de documents de politique et de synthèses, ces analyses nourriront les débats, notamment dans le cadre du RPCA.

→ [www.oecd.org/fr/csao/dossiers/marche-securitealimentaire.htm](http://www.oecd.org/fr/csao/dossiers/marche-securitealimentaire.htm)



© Zoundi

## Objectifs

S'appuyant sur les résultats du cycle de réflexion stratégique 2011-12 : Peuplement, marché et sécurité alimentaire et la mise à jour de l'étude Africa-polis, ce programme vise à :

- ▶ Identifier les principales transformations qui traversent les chaînes de valeurs agro-alimentaires ouest-africaines
- ▶ Analyser les impacts de ces transformations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et leur participation à la résilience des systèmes alimentaires

## Quelques faits

La population ouest-africaine est passée de 72 à 290 millions d'habitants de 1950 à 2010, soit une multiplication par quatre en 60 ans. Cette évolution s'est accompagnée d'une transformation des dynamiques d'occupation de l'espace avec le développement de villes (118 millions d'urbains en 2010). Corollaire de ce mouvement d'urbanisation, les consommateurs nets de denrées alimentaires croissent et représentent 50 % de la population totale. Cette tendance, appelée à se poursuivre, traduit une intégration à l'économie de marché. Ces mutations n'ont pu se réaliser sans entraîner de transformations majeures dans les chaînes de valeurs alimentaires. Plus des deux tiers des besoins alimentaires des ménages sont assurés par les marchés, permettant le développement d'un secteur agro-alimentaire où intermédiaires et transformateurs occupent une place croissante. Il importe que les politiques ouest-africaines prennent la mesure de ces transformations et de leurs impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour mieux anticiper et bénéficier des changements profonds que connaît la région.

# Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2014



→ [www.oecd.org/fr/csao/evnements/semaine2014.htm](http://www.oecd.org/fr/csao/evnements/semaine2014.htm)

À l'invitation de la Commission européenne et du gouvernement de la Belgique, la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2014 s'est tenue à Bruxelles du 15 au 19 décembre. La voix de l'Afrique de l'Ouest a résonné dans la prestigieuse salle Robert Schuman du bâtiment Berlaymont de la Commission où, parmi plus de 250 participants, se côtoyaient des ministres du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo, les dirigeants de la CEDEAO, du CILSS, du NEPAD, de l'UEMOA, le Vice-Premier ministre belge Didier Reynders, les commissaires européens Neven Mimica (coopération internationale et développement) et Christos Stylianides (aide humanitaire et gestion des crises), de nombreux autres représentants de la communauté internationale ainsi que des organisations ouest-africaines de la société civile. Les réunions de Bruxelles ont conforté la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest dans son rôle d'échanges informels, de travail en réseau et de construction de partenariats.





© photos : EU/UE et CSAO/OCDE



© EU/UE

Mohamed Baye, Chef de coordination, secrétariat exécutif de la stratégie Sahel du Niger

Dans le cadre de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2014, un panel de haut niveau a débattu autour de la dernière publication du CSAO : « Un Atlas du Sahara-Sahel : géographie, économie et insécurité ». L'Atlas propose en 250 pages et 150 cartes et graphiques une lecture originale des enjeux de mobilité et de sécurité. Il donne également la parole à des décideurs politiques régionaux et internationaux sur les défis de la région. L'événement a bénéficié de la participation de Didier Reynders, Vice-Premier Ministre de la Belgique ; Hiroute Guebre Sellassie, Envoyée spéciale des Nations Unies

pour le Sahel ; Michel Reveyrand de Menthon, Représentant spécial pour le Sahel de l'Union européenne ; Mohamed Baye, Chef de coordination du secrétariat exécutif de la stratégie Sahel du Niger (SDS Niger) ; Ibrahim Mayaki, Directeur exécutif du NEPAD ; et Klaus Rudischhauser, Directeur général adjoint, Direction générale du développement et de la coopération, EuropeAid. Une centaine de personnes ont participé à la cérémonie relayée en streaming sur le net. Le communiqué de presse a été repris par plus de 100 plateformes Web, en particulier en Afrique de l'Ouest.



## Un Atlas du Sahara-Sahel : géographie, économie et insécurité

Depuis plusieurs décennies, le Sahara-Sahel traverse des épisodes récurrents d'instabilité. Cependant les crises libyenne, malienne et nigérienne intensifient le degré de violence. Elles restructurent les dynamiques géopolitiques et géographiques. Ces crises régionales contemporaines appellent de nouvelles réponses institutionnelles. Comment les pays partageant cet espace – Algérie, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Tchad et Tunisie - peuvent-ils, ensemble et en relation avec des États tels que le Nigeria, le stabiliser et le développer ?

Depuis toujours, le Sahara est un espace de transition entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Les échanges commerciaux et humains sont intenses et fondés sur des réseaux sociaux sur lesquels se greffent désormais une large gamme d'activités criminelles. C'est pourquoi la compréhension des sociétés et des espaces mobiles saharo-sahéliens est un enjeu majeur. Cet ouvrage espère contribuer à relever ce défi et nourrir les stratégies de la CEDEAO, des Nations Unies, du G5 Sahel, de l'Union africaine et de l'Union européenne.



→ Lire l'Atlas en ligne :

[www.oecd.org/fr/csao/publications](http://www.oecd.org/fr/csao/publications) ou <http://goo.gl/eQV9Wy>

DOI:10.1787/9789264222335-fr





**Ibrahim Assane Mayaki**

*Directeur exécutif, Agence du NEPAD*



**Hiroute Guebre Sellassie**

*Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Sahel, Nations Unies*



**Michel Reveyrand de Menthon**

*Représentant spécial pour le Sahel, Union européenne*

« L'Atlas est une excellente source d'information ; il pose les jalons d'une réflexion de long terme. C'est une contribution extrêmement importante qui va nous permettre de mieux réfléchir sur la définition et la mise en œuvre de nos politiques publiques dans le cadre géographique *Sahara-Sahel*. »

« Le narratif sur le Sahara-Sahara doit changer. [...] Le potentiel humain et économique de la région peut et doit jouer un rôle déterminant dans le changement de ce narratif [...] : des populations très jeunes, des espaces politiques de plus en plus ouverts où les acteurs de la société civile interviennent davantage, l'utilisation des ressources économiques au profit des populations [...] sont autant d'éléments prometteurs pour l'avenir d'une région qui a grandement souffert. »

« La réalité *Sahara-Sahel* est encore trop mal connue. L'Atlas offre une mine d'informations et de données dans beaucoup de domaines : environnemental, économique, humain et stratégique, ce qui fait de lui un outil absolument indispensable. [...] L'Atlas est une très bonne contribution à la compréhension de cet enjeu stratégique, qu'est l'univers *Sahara-Sahel*. »



**Francois-Xavier de Donnea**

*Président, CSAO*



**Didier Reynders**

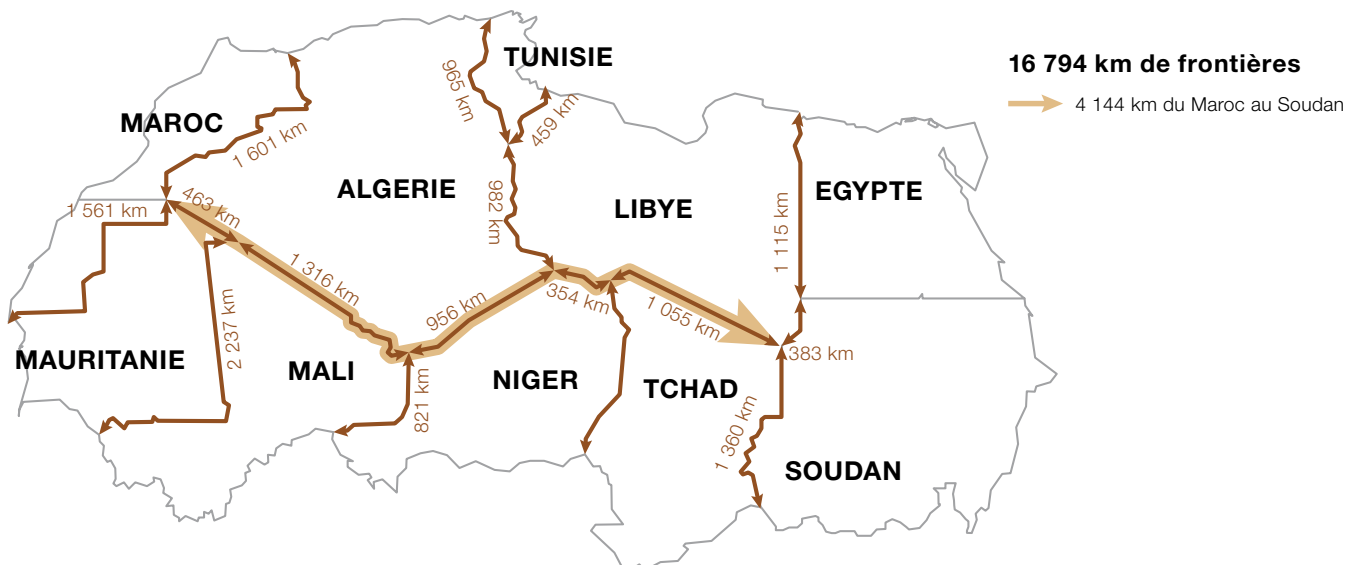
*Vice-Premier Ministre, Belgique*

## Frontières saharo-sahéliennes

Fruits d'une histoire relativement récente, près de 17 000 km de lignes frontalières traversent les espaces saharo-sahéliens. Cela équivaut – mis bout-à-bout – à plus de 40 % de la circonférence de la terre. Si ces lignes ne sont pas des obstacles aux circulations humaines, elles demeurent le symbole de fortes démarcations politiques et institutionnelles, entre le Maroc et l'Algérie par exemple, mais aussi entre les espaces géopolitiques du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne.

« Cet atlas est destiné à tous les décideurs, aussi bien en Europe et aux États-Unis qu'aux décideurs sahéniens et de l'Afrique du Nord. Il est important que tous les responsables politiques réalisent qu'il n'y a pas de solutions autres que régionales et que ces solutions doivent impliquer solidairement les pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Maghreb. »

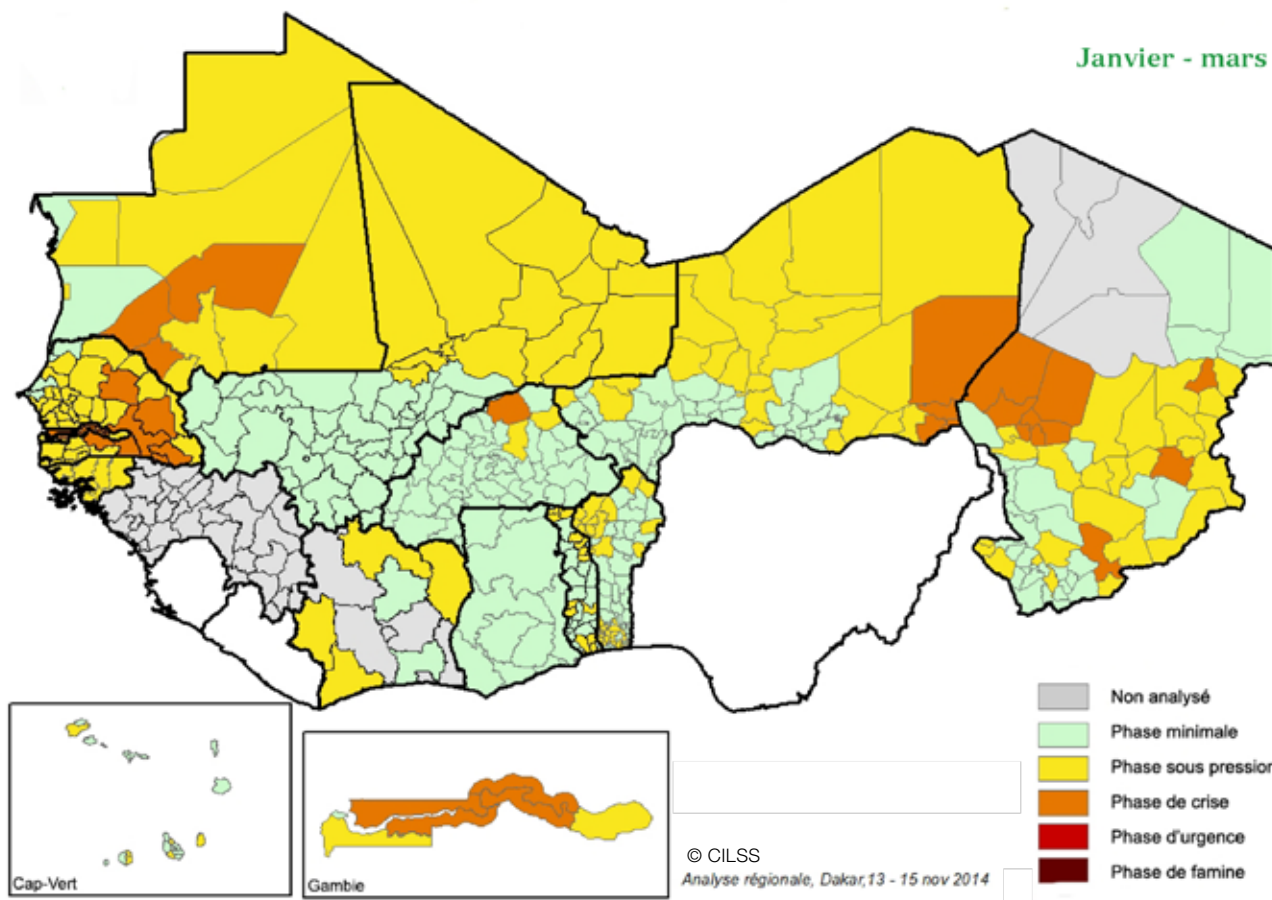
« L'Atlas offre une lecture innovante des phénomènes complexes auxquels la région fait face. [...] C'est un outil important pour tous ceux qui tentent de mettre en place des stratégies d'action. »



# RPCA : environ 3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire



Janvier - mars 2015



© CILSS  
Analyse régionale, Dakar, 13 - 15 nov 2014

Les Membres du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), réunis pour leur 30<sup>e</sup> réunion annuelle les 17-18 décembre à Bruxelles, ont - une fois de plus - constaté que, malgré une campagne agro-pastorale globalement satisfaisante, un grand nombre de personnes (environ 3 millions) sont en « phase de crise ou

d'urgence alimentaire » en Gambie, en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Tchad. « La situation pourrait s'aggraver en janvier-mars 2015, s'étendre à d'autres pays comme le Burkina Faso et le Niger, et affecter au total près de 4,2 millions de personnes. », estiment les Membres du RPCA en proposant des mesures d'atténuation en faveur

des populations les plus vulnérables. En outre, ils ont salué le démarrage effectif de la première évaluation externe de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires (Charte PREGEC), couvrant l'ensemble des dix-sept pays sahéliens et ouest-africains.

→ [www.food-security.net](http://www.food-security.net)



## Focus sur Ebola

L'épidémie de maladie à virus Ebola met la communauté internationale en général et le Réseau en particulier face à un défi nouveau. Derrière cette crise sanitaire sans précédent, se profile sans doute une grave crise alimentaire et nutritionnelle doublée d'une menace additionnelle pour la résilience. Si la communauté humanitaire est déjà mobilisée, le RPCA a reconnu que l'ampleur des conséquences sur l'alimentation, la nutrition et la résilience est – à ce stade – difficile à mesurer précisément par les outils habituellement utilisés par les Membres du Réseau. Quelques résultats d'une étude préliminaire seront présentés lors de la réunion du RPCA qui se tiendra du 2 au 6 mars 2015 à Lomé, Togo.

*La rencontre de Bruxelles a rassemblé plus de 120 participants y compris les ministres du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo, les deux nouveaux commissaires de l'UE chargés de l'aide humanitaire et du développement, ainsi que leurs homologues en charge de l'agriculture de la CEDEAO et de l'UEMOA. Retransmis en direct, les débats ont permis la participation à distance des délégués du Liberia et de la Sierra Leone et ont été suivis par plus de 200 personnes en Afrique de l'Ouest et à travers le monde.*

### Situation de la maladie à virus Ebola dans l'espace CEDEAO

Pays	Cas et décès (suspects, probables et confirmés)			Proportion		Dernière mise à jour des données
	Cas	Décès	Létalité	Cas	Décès	
Guinée	2 993	1 965	65,7 %	13 %	22 %	4 février 2015, 6 nouveaux cas (3 confirmés, 1 probable, 2 suspects)
Liberia	8 678	3 747	43,2 %	38 %	41 %	31 janvier 2015, 12 nouveaux cas (2 probables, 10 suspects)
Mali	7	5	71,4 %	< 1 %	< 1 %	Épidémie terminée, 18 janvier 2015
Nigeria	20	8	40,0 %	< 1 %	< 1 %	Épidémie terminée, 20 octobre 2014
Sénégal	1	0	0	< 1 %	< 1 %	Épidémie terminée, 17 octobre 2014
Sierra Leone	10 845	3 315	30,6 %	48 %	37 %	5 février 2015, 13 nouveaux cas confirmés
<b>CEDEAO</b>	<b>22 544</b>	<b>9 040</b>	<b>40,1 %</b>			

Sources : pays affectés et Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), [www.wahooas.org](http://www.wahooas.org) - le 6 février 2015

Le mois de janvier 2015 semble confirmer la tendance à la baisse des cas annoncés en décembre 2014. Selon l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) et sur la base des informations recueillies par les pays affectés, le Liberia a présenté une légère augmentation des cas par rapport au mois de décembre en passant de 462 à 563 cas. Sur la même période, la Guinée a vu le nombre de cas diminuer de plus de la moitié.

Pour l'heure, la dynamique épidémiologique semble en voie de stabilisation mais la crise n'est pas éteinte. Il est très probable que, pour la deuxième année consécutive, les campagnes agricoles en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, seront très fortement perturbées cette année.

Cette crise a montré par défaut l'importance de systèmes d'alerte et de réaction sanitaire dans la résilience des populations ; surtout dans les zones isolées. Des leçons doivent en être tirées, y compris dans le cadre de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR).

Cette crise a également fait la démonstration de la faible capacité des pays concernés et de la Communauté internationale à intégrer, au bon moment, la nature transfrontalière du problème. On peut espérer que les autorités sanitaires en tireront des leçons et mettront en place des systèmes de veille et de réaction transfrontaliers. Il devrait en être de même pour la gestion post-crise en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de résilience.



# L'Alliance globale pour la résilience (AGIR) sur la bonne voie



Neven Mimica, Commissaire de l'UE, coopération internationale et développement et Estherine Fotabong, Directrice chargée de la mise en œuvre et de la coordination des programmes, NEPAD

Dans le cadre du RPCA, le Groupe d'experts seniors de l'Alliance globale pour la résilience (SEG-AGIR) a fait le point sur la mise en œuvre d'AGIR. Treize pays sur 17 sont engagés dans le processus de formulation de leurs priorités résilience pays (PRP-AGIR). Les PRP-AGIR ne constituent cependant que la toute première étape de processus de dialogue qui devrait se poursuivre dans la durée en consolidant l'approche multisectorielle d'AGIR. Les Membres du SEG-AGIR ont salué l'engagement de la société civile et se sont engagés à mener une campagne intensive de communication et de lobbying. Ils ont en outre décidé de tenir, dans le

→ [www.oecd.org/fr/sites/rpca/agir](http://www.oecd.org/fr/sites/rpca/agir)

courant du premier semestre 2015, une Conférence conjointe CEDEAO-UEMOA de haut niveau, sur le financement de la mise en œuvre des priorités résilience 2016-20. Cette proposition a été soutenue par la Plateforme de coordination des partenaires techniques et financiers de l'Alliance (PTF). Le secrétariat du CSAO joue un rôle de facilitation, de plaidoyer et de lobbying pour la réalisation des objectifs de l'Alliance. À compter de 2015, et dans le cadre du RPCA, il accompagnera notamment un processus régional de formulation d'une méthodologie consensuelle de mesure de l'impact de la résilience.

## À propos de l'Alliance

Lancée en décembre 2012 à Ouagadougou, l'Alliance est un cadre favorisant plus de synergie, de cohérence et d'efficacité au service des initiatives de résilience dans les 17 pays ouest-africains et sahéliens. Placée sous le leadership politique et technique de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS, l'Alliance s'appuie sur les plateformes et réseaux existants, notamment le RPCA. Bâtie autour de l'objectif « Faim zéro » d'ici 20 ans, **l'Alliance n'est ni une initiative, ni une politique**. Elle est un outil des politiques qui a vocation à fédérer les efforts des acteurs de la région et de la communauté internationale autour d'un cadre commun et partagé de résultats. La Feuille de route régionale adoptée en avril 2013 précise les objectifs et les principales orientations. Beaucoup de pays ont entamé les processus de dialogue pour identifier leurs « priorités résilience pays », une sorte de feuille de route nationale, assortie de cadres opérationnels de financement, de mise en œuvre et de suivi-évaluation.

## Résilience

L'Alliance s'appuie sur une compréhension partagée de la résilience comme étant « La capacité des ménages, familles, communautés et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et au risque de choc, à résister au choc, à répondre efficacement, à récupérer et à s'adapter de manière durable ».

## Objectifs

L'objectif global de l'Alliance est de « Réduire structurellement et de manière durable la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle en accompagnant la mise en œuvre des politiques sahéliennes et ouest-africaines ». D'ici 20 ans, l'Alliance vise l'objectif « Faim zéro », à savoir l'éradication de la faim et de la malnutrition. À court terme, l'Alliance vise à renforcer la résilience face aux chocs des ménages et communautés vulnérables.

## Cibles

- ▶ Producteurs agricoles vulnérables
- ▶ Agro-pasteurs ou pasteurs (y compris les pêcheurs artisanaux)
- ▶ Travailleurs pauvres en milieu urbain et rural

Un accent particulier est porté sur les plus vulnérables à savoir les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, les femmes chefs de ménages et personnes âgées.



**Neven Mimica**

*Commissaire de l'UE chargé de la coopération internationale et du développement*

« La région est désormais plus apte à surmonter les crises à venir [...] Neuf pays sont sur le point de finaliser leurs « priorités résilience pays » (PRP). Je suis maintenant impatient d'avoir tous les pays à bord, garantissant les progrès d'un processus inclusif et participatif ».



**Christos Stylianides**

*Commissaire de l'UE chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises*

« AGIR ne peut atteindre son objectif de faim zéro que si son attention se porte simultanément sur un large spectre de politiques. La protection sociale pour les plus vulnérables, la santé et la nutrition, l'agriculture et la gouvernance alimentaire devraient toutes constituer des priorités résilience. [...] Je tiens à vous rassurer que l'UE inscrit son engagement dans le long terme. »



**Rosine Baiwong Djibergui Amane**

*Ministre tchadienne de l'agriculture et de l'environnement, et Ministre coordonnateur, CILSS*

« Dans chaque pays, je souhaite que la coordination régionale d'AGIR joue pleinement son rôle d'appui et d'accompagnement auprès des points focaux et fasse en sorte que l'Alliance soit bien comprise. [...] À défaut, nous n'arriverons pas à atteindre nos objectifs. Il importe de consacrer d'importants efforts d'explication de l'Alliance, autant que faire se peut, y compris au niveau local afin que la base puisse participer au processus avec une idée claire. »



**Mamadou Cissokho**

*Président d'honneur, ROPPA, représentant de la société civile*

« AGIR n'est ni un programme ni une politique. Nous, organisations de la société civile et paysannes, nous voulons que les partenaires appuient la mise en œuvre de nos politiques agricoles car ce sont les cadres qui ont été négociés avec nos responsables politiques et qui garantissent la durabilité. Au-delà des discours politiques, nous sommes engagés dans la réalisation concrète de ces objectifs qui sont déjà bien identifiés. »



**Alexandre Deprez**

*Directeur, Mission régionale Afrique de l'Ouest, USAID*

« Il est indispensable de renforcer les capacités de nos partenaires pour les accompagner davantage dans la mise en œuvre de leur « priorités résilience pays (RPR). »

## **Processus de formulation des « priorités résilience pays » (PRP-AGIR)**

La mise en œuvre d'AGIR est désormais à la croisée des chemins. Une majorité des pays s'est engagée dans la formulation des « priorités résilience pays » (PRP-AGIR) ; la boussole de ces exercices étant la Feuille de route régionale adoptée en avril 2013 par l'ensemble des parties prenantes.

**Groupe 1 - pays dont les PRP-AGIR sont en voie de validation :**

Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger et Togo

**Groupe 2 - pays dont les PRP-AGIR sont attendues pour le premier semestre 2015 :**

Bénin, Mauritanie, Sénégal et Tchad

**Groupe 3 - pays prêts pour lancer leur processus en début 2015 :**

Cap-Vert, Gambie, Liberia

**Groupe 4 - pays dont les contacts en vue de leur engagement se poursuivent :**

Ghana, Guinée, Nigeria et Sierra Leone

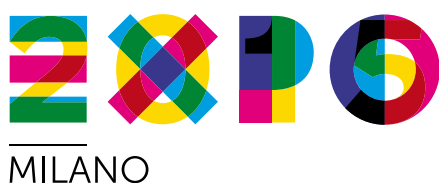
## Les Membres du CSAO se penchent sur les partenariats stratégiques



Accueillie par le Ministère belge des Affaires étrangères, le Groupe d'orientation politique (GOP) a permis aux Membres du Club de faire le point sur le Programme de travail et le budget et de débattre des partenariats stratégiques du CSAO avec le NEPAD et l'Union européenne. Suite à la signature d'un Protocole d'accord avec le CSAO le 22 octobre 2014, le directeur exécutif de l'Agence du NEPAD, Ibrahim Mayaki, a mis en exergue les nouvelles opportunités de ce partenariat, en particulier le partage d'expérience ouest-africaine

avec d'autres régions de l'Afrique. Roberto Ridolfi, directeur en charge de la croissance durable et du développement à la DG Développement et coopération, EuropeAid, a souligné l'importance du partenariat stratégique entre l'UE et le CSAO. Il a mis l'accent sur la gouvernance régionale et la coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience. La prochaine réunion du GOP se tiendra le 16 juin 2015, à Paris.

## Le CSAO à l'Expo Milano 2015



La Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2015 se tiendra dans le cadre de l'Exposition universelle de Milan du 26 au 30 octobre, coïncidant avec les derniers jours de cette manifestation mondiale de grande envergure. De mai à fin octobre, l'Expo Milano 2015 accueillera plus de vingt millions de personnes autour du thème « Nourrir la planète, énergie pour la vie ». La Semaine du Sahel et

de l'Afrique de l'Ouest sera hébergée au pavillon européen. Elle mettra en scène le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) et l'Alliance globale pour la résilience (AGIR). Elle accordera une place importante à des approches et expériences innovantes dans le domaine de la sécurité alimentaire, avec une attention particulière portée au genre et au changement climatique.

# CARTES & FAITS

Le secrétariat du CSAO a lancé en septembre 2014 une nouvelle série « Cartes & Faits », publiée dans le cadre de sa Revue de presse. Les cartes sont actuellement extraites de l'Atlas du Sahara-Sahel. Tous les fichiers pdf peuvent être téléchargés sur la page Web du CSAO dédiée aux cartes. Une version jpg est également disponible sur la page facebook du CSAO, souvent publiée en amont avant la parution dans la revue de presse.

- ▶ No. 1 : Pétrole au Niger
- ▶ No. 2 : Projet de gazoduc transsaharien
- ▶ No. 3 : Commerce transsaharien : le gap routier
- ▶ No. 4 : Niger : fragilités internes et menaces régionales
- ▶ No. 5 : Boko Haram
- ▶ No. 6 : Trafic de haschich
- ▶ No. 7 : Trafic de cocaïne
- ▶ No. 8 : Tourisme au Sahara-Sahel
- ▶ No. 9 : Déclin des populations nomades
- ▶ No. 10 : Pauvreté au Nord-Mali
- ▶ No. 11 : Population du Nord-Mali
- ▶ No. 12 : Réseau de communication au Nord-Mali
- ▶ No. 13 : Circulations migratoires
- ▶ No. 14 : Densités de population au Sahara
- ▶ No. 15 : Trafic de cigarettes
- ▶ No. 16 : Frontières saharo-sahéliennes

The infographic cards are arranged in a 4x4 grid. Each card features a title, a map of the Sahara-Sahel region, and a text box with key facts and data. The cards are numbered N°1 to N°16, corresponding to the list on the left. Each card includes the CSAO logo, the date of publication (e.g., OCT 2014), and the title 'CARTES & FAITS'. The topics covered are: 1. Pétrole au Niger; 2. Le projet de gazoduc transsaharien; 3. Commerce transsaharien : le gap routier; 4. Niger : fragilités internes et menaces régionales; 5. Boko Haram; 6. Le trafic de haschich; 7. Le trafic de cocaïne; 8. Le tourisme au Sahara-Sahel; 9. Le déclin des populations nomades; 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16.



- [www.oecd.org/fr/csao/cartes](http://www.oecd.org/fr/csao/cartes)
- [www.portilouestafrique.org/rss-news](http://www.portilouestafrique.org/rss-news)
- [www.facebook.com/OECDWAC](http://www.facebook.com/OECDWAC)

# L'agenda du CSAO en 2015

- ▶ 2-6 mars, Lomé, Togo : Réunion restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA)
- ▶ 3-4 juin, Bruxelles, Belgique : le CSAO aux Journées européennes du développement (à confirmer)
- ▶ 16 juin, Paris, France : Réunion du Groupe d'orientation politique (GOP) du CSAO
- ▶ 26-30 octobre, Milan, Italie : Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2015, Expo Milano 2015
- ▶ 14-18 décembre, Madrid, Espagne : 31<sup>e</sup> réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA)

## À propos du CSAO

**LE CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CSAO)** est une plateforme internationale dédiée aux enjeux régionaux en Afrique de l'Ouest.

**SA MISSION** est de renforcer l'efficacité des politiques régionales et de l'appui des partenaires à ces politiques.

**SES FONCTIONS** sont :

- ▶ **Le dialogue politique** ; particulièrement la coordination en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que la promotion des positions et initiatives ouest-africaines dans les enceintes internationales.
- ▶ **La réflexion stratégique** par le biais d'analyses indépendantes, de débats et de réseaux.

### MEMBRES, OBSERVATEURS ET PARTENAIRES

Le Club réunit trois organisations ouest-africaines (CEDEAO, UEMOA, CILSS) et sept pays membres de l'OCDE (Autriche, Belgique, États-Unis, France, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse). L'Union européenne est un partenaire important qui contribue aux ressources financières du CSAO. L'Union africaine/l'Agence du NEPAD, le Canada et le ROPPA sont étroitement associés aux travaux en tant qu'observateurs.

**SON SECRÉTARIAT** est basé au siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).



Secrétariat du  
**Club** DU SAHEL ET DE  
L'AFRIQUE DE L'OUEST

 **OCDE**  
DES POLITIQUES MEILLEURES  
POUR UNE VIE MEILLEURE

**Adresse postale** CSAO/OCDE  
2, rue André Pascal  
F-75775 Paris, Cedex 16

**Tél** +33 (0)1 45 24 89 87  
**Fax** +33 (0)1 45 24 90 31  
**Courriel** swac.contact@oecd.org